

# RESISTANCE SOCIALE

La République sera sociale ou ne sera pas !

Numéro 27

Juin 2005

## **Le mot de la Présidente**

La France a dit Non.

Saluons d'abord l'intelligence et le courage du peuple français.



L'intelligence, car il n'a pas été possible de lui faire avaler que cette « constitution » était nécessaire à la construction européenne ou « neutre » - ni de droite, ni de gauche – comme ont osé le proclamer certains. La pérennisation du libéralisme économique, le dumping social, la vassalisation de la France, la soumission aux communautarismes... rien n'a échappé à sa vigilance – on a pu le voir lors des nombreux débats de la campagne.

Le courage aussi. Car il en fallait pour ne pas céder aux prophéties catastrophiques ou aux accusations d'irresponsabilité qui n'ont pas cessées durant le mois de mai.

Donc c'est fait. Le peuple s'est rappelé à ses dirigeants. Et principalement à ceux qui prétendent se situer à gauche sur l'échiquier politique pour leur indiquer qu'à ses yeux gauche ne peut rimer avec déni de démocratie et régression sociale comme le fait la construction européenne depuis ses débuts.

Les nombreux collectifs qui se sont constitués dans toute la France au cours de ces derniers mois ont permis aux militants syndicaux, politiques, associatifs mais aussi à des citoyens sans appartenance de retrouver le sens civique, de mener ensemble la campagne du Non.

La défense de la question sociale a été le ciment de ces collectifs, permettant souvent de dépasser les divergences. La volonté de rassemblement imposée par la « base » a prédominé dans l'action.

Face à un gouvernement qui a choisi d'ignorer le vote du 29 mai et de mener une politique encore plus libérale, ces deux éléments vont perdurer et peser aussi sur la nécessaire reconstruction de la gauche.

A Résistance Sociale, comme ailleurs, nous y apporterons notre pierre. Sans complexe mais sans prétention.

Avec l'avantage de notre diversité interne qui, depuis notre création il y a plus de deux ans, nous permet d'affirmer que notre objectif commun – remettre le progrès social au cœur d'un projet de gauche – est plus important que les vanités particulières.

La France a dit Non et tout reste à faire.

**Marinette BACHE**



# SOLIDARITE INTERNATIONALE

## Chine

Le fossé ne cesse de s'élargir entre les riches et les pauvres. Alors que 10% de la population concentre entre ses mains 45% des richesses du pays, les 10% les plus pauvres ne disposent que de 1,4 % de la richesse. L'écart de revenus entre les plus riches et les plus pauvres est de 1 à 12 en 2005 contre « seulement » 1 à 10,9 en 2004.

## Pays-Bas

Après la France, les Pays-Bas ont aussi dit Non le 2 juin à la « Constitution européenne ». Il est vrai qu'aux Pays-Bas comme en France le libéralisme fait des ravages. Ainsi le Sénat néerlandais a donné son feu vert à une nouvelle réforme de l'assurance maladie qui doit entrer en vigueur en janvier 2006 et vise à renforcer la concurrence entre les assurances privées, suscitant de fortes inquiétudes chez les patients.

Par ailleurs, le 17 juin une grève a paralysé le trafic ferroviaire (80 % du personnel gréviste). Les salariés demandent des augmentations de salaires plus importantes en 2005 et 2006 que celles annoncées par l'exploitant public.

## Allemagne

L'entreprise de chimie Lansexx a annoncé la suppression de 960 emplois d'ici 2007. Parallèlement, les salariés ont accepté une augmentation de leur temps de travail et une diminution de leurs salaires, afin d'éviter 300 suppressions d'emplois supplémentaires.

Un accord a été signé le 21 juin entre le patronat allemand du bâtiment et le syndicat IG Baus pour

une augmentation du temps de travail sans compensation salariale, celui-ci passant à 40 heures contre 39 à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2006. Par ailleurs, un système de rémunération au mérite est introduit permettant au patron de diminuer le salaire d'un ouvrier si son travail n'est pas jugé suffisant.

## Etas-Unis

La chaîne de distribution alimentaire Winn-Dixie a annoncé le 21 juin la suppression de 22 000 emplois et la fermeture de 326 magasins n'en conservant plus que 587.

## Bolivie

Après 20 jours de grève pour la nationalisation des hydrocarbures, emmenée par les mouvements indiens qui représentent 70 % de la population et leur chef Evo Morales, leader de l'opposition, le Président centriste Carlos Mesa a annoncé une nouvelle fois le 7 juin sa démission, qui semble cette fois effective, contrairement à l'annonce faite en mars. Rappelons que la Bolivie est le deuxième producteur de gaz. Les indiens ne veulent pas que cette production soit accaparée par une petite minorité qui dirige le pays et par les Etats-Unis ou le Brésil à qui ont déjà été cédées les mines d'or et d'argent.

## Italie

Le gouvernement Berlusconi a annoncé une augmentation de 5 % du salaires des fonctionnaires en 2005 en même temps que 110 000 suppressions de postes de fonctionnaires d'Etat et le transfert aux régions de 50 000 autres

## AVEZ-VOUS REMARQUE ?

*Lors du Conseil Européen des 16 et 17 juin, il n'y a pas eu que des désaccords : les lignes directrices intégrées pour la croissance et l'emploi, préparées avant le « non » des peuples français et hollandais, ont été adoptées. Ces lignes directrices sont évidemment conformes à la « Constitution ». Elles doivent être mises en œuvre par tous les pays de l'UE. Preuve que la « Constitution » ou du moins son contenu s'applique malgré l'impossibilité de la faire approuver dans presque tous les pays ayant prévu un référendum.*



# PLACE AU DEBAT

« ETUDE ECONOMIQUE POUR LA FRANCE 2005 »  
rapport de l'OCDE 2005

*Réso remercie notre ami Jean-Claude CHAILLET d'avoir bien voulu l'autoriser à publier cette analyse qui nous paraît importante dans le contexte actuel. Les extraits du rapport sont entre parenthèses, les commentaires de l'auteur en gras et italique :*

L'OCDE a récemment remis son rapport pour la France. Il pourrait tout aussi bien avoir été écrit par le FMI. Il pourrait aussi avoir été écrit pour l'Allemagne, pour la Russie (Poutine vient d'être accusé par le FMI de « dilapider l'argent du pétrole » car ...il a augmenté les retraites !) ou même pour un pays africain. Les recettes sont toujours les mêmes : tant qu'il existe un minimum de services publics, un minimum de droits, un minimum d'état, il faut les éradiquer. Les résultats de ces recettes sont aussi toujours les mêmes : un recul économique et social.

On reconnaîtra sans peine dans le rapport de l'OCDE la même philosophie et les mêmes recettes que feu la « Constitution » européenne. Une fois de plus on vérifie que l'Europe de Maastricht n'est en aucun cas un pôle de résistance à la mondialisation, mais en est son expression.

On reconnaîtra également sans peine dans le rapport de l'OCDE la politique de Chirac, Raffarin, Fillon, Borloo, Sarkozy, Douste-Blazy, Villepin... Le discours de Thierry Breton, son diaporama, sont pratiquement un « copier – coller » du rapport de l'OCDE et des lignes directrices de l'UE.

« La France souffre d'un déficit budgétaire ». « Creusement de la dette publique menaçant la soutenabilité budgétaire ». **(On reconnaît le Pacte de stabilité et le discours de T Breton).**

« Maîtrise insuffisante des dépenses publiques. »  
« Manque de compréhension de l'opinion publique »  
**(l'OCDE confirme : on est au moins 55 % de débiles)**

« Certaines dispositions du Code du travail, destinées à protéger les salariés, et certains aspects du système des transferts sociaux ont eu des conséquences inattendues mais perverses qui se sont traduites par un chômage structurellement élevé et de faibles taux d'activité ». **Le code du travail, la redistribution républicaine, sont clairement mis à l'index.**

« Le dynamisme et la croissance de l'activité et de l'emploi sont freinés par un manque de concurrence

dans un grand nombre de secteurs et services ». **Ce qui reste de secteur public est aussi dans le collimateur.**

« Conscientes de ces difficultés les autorités ...ont engagé depuis 2 ans des réformes importantes dans le domaine des retraites, de l'assurance maladie, et en mettant en place les conditions d'une maîtrise stricte des dépenses publiques de l'état. De plus, les autorités se sont efforcées d'améliorer le fonctionnement du marché du travail, par exemple avec l'assouplissement de la législation des 35 heures... » **Un coup de chapeau à Chirac et Raffarin sur leurs réformes de régression sociale (Bravo Fillon pour la réforme des retraites, bravo Douste-Blazy pour la réforme de l'assurance maladie...) Mais ce n'est pas encore suffisant :**

« Les employeurs ne peuvent collectivement assurer sur le marché du travail le degré de protection sociale que la législation tente d'imposer. La forte protection de l'emploi ( ! ) et le coût minimal élevé du travail ( !!! ) ont pour effet que l'emploi de personnes peu qualifiées entraîne des coûts supérieurs à leur productivité malgré les allègements de charges. »  
« Il faut être prêt à imposer sans attendre des réductions impopulaires de tarifs des actes médicaux, des prix des biens de santé ou des droits à prestation si l'on veut éviter de relever à terme les cotisations. » **Comme Villepin a mis en route des allègements de charges patronales pour des milliards d'euros supplémentaires, qu'une nouvelle campagne médiatique sur le « trou » fait rage, on peut craindre le pire.**

**Réforme de la taxe professionnelle,** « en veillant à ce que l'Etat ne se substitue plus aux entreprises en matière de fiscalité locale ». **Bien évidemment, l'objectif est de faire payer moins les entreprises. Mais il ne faut surtout pas que l'Etat compense, même partiellement. Donc, les collectivités locales seront obligées pour partie d'augmenter les impôts, pour partie de réduire leur rôle de redistribution.**

**Réforme des prélèvements obligatoires. Entre autres ;** « A terme la collecte par un organe unique des cotisations de sécurité Sociale, de la CSG, et de l'impôt sur le revenu des personnes physiques pourrait se traduire par une importante économie au niveau des coûts ». **(plus loin, on déplore que le nombre de fonctionnaires ne diminue pas assez vite).**



# PLACE AU DEBAT

« Il est essentiel que la dette publique ramenée au PIB se réduise fortement à moyen terme. » **Ce qui nécessite un excédent budgétaire. Mais curieusement toutes les mesures proposées vont plutôt dans le sens de créer un gouffre :**

« Les réductions de charges patronales sur les bas salaires, la prime à l'emploi, le crédit d'impôt sur les faibles rémunérations...devraient être poursuivies et si possible élargies. »

« Il faudrait éviter que d'autres programmes telles les prestations d'invalidité, ne se substituent aux dispositifs de retraite anticipée qui ont été supprimés »

« Les augmentations du SMIC vont directement à l'encontre des mesures qui visent à améliorer la demande de travail en diminuant les coûts ». **(Le « bien » pour l'OCDE c'est donc la diminution du coût du travail)**

« Le gouvernement devrait s'employer à modifier l'approche contre productive qui consiste à faire porter le poids de la protection des travailleurs essentiellement par les employeurs ( ??? ), en assouplissant les dispositions de la législation relatives à la protection de l'emploi qui concernent le contrat de travail normal »

« La France devrait sensiblement atténuer les contraintes inhérentes au contrat de travail normal, ce qui éviterait d'avoir recours à de multiples contrats spéciaux... »

«... Fondre les contrats en un contrat unique assurant une protection variable avec l'ancienneté tout en renforçant l'accompagnement des chômeurs pour trouver de nouveaux emplois ». **Et pour qu'il n'y ait pas de doute l'OCDE précise :** « un tel contrat unique devrait être naturellement ( !!! ) conçu de façon à conserver les gains de flexibilité...du CDD. » **Villepin et son contrat d'essai de 2 ans va dans ce sens. Notons que l'équivalent dans le secteur public est la remise en cause du statut de la fonction publique, lui aussi** « dépassé, rigide, ringard ... »

**L'OCDE est consciente qu'il va y avoir une forte opposition. Elle en appelle expressément aux partenaires sociaux pour** « créer un consensus de l'opinion publique » notamment via « le Conseil d'orientation pour l'emploi »

« Les augmentations futures du SMIC devraient se limiter à celles nécessaires au maintien du pouvoir

d'achat afin de ne pas réduire l'employabilité des travailleurs peu qualifiés ». **En creux, on remarque dans ce rapport la thèse anti- keynésienne selon laquelle les salaires sont antinomiques à la croissance. Poussons la thèse jusqu'à l'absurde : pense-t-on que si tous les salaires étaient à 0, on aurait de la croissance ?**

« Les propositions visant à subventionner les employeurs du secteur privé pour les inciter à recruter des chômeurs de longue durée par le biais d'un RMA méritent d'être mises en oeuvre » ...

« Pour améliorer l'offre de travail (*des chômeurs*) les conditions d'éligibilité aux prestations de chômage devraient être durcies... ». « ... aussi des mesures efficaces ... visant à ce que ces derniers soient prêts à accepter les emplois offerts ... »

« Le gouvernement devra veiller à ce que les maisons de l'emploi ne constituent pas un niveau administratif supplémentaire...mais qu'elles conduisent bien à la création de guichets uniques ...présentant un meilleur rapport coût efficacité. Peut-être ne peut-on y parvenir qu'en fusionnant l'ANPE et les ASSEDIC ». **Ça revient à proposer un SIEG en lieu et place d'un service public, ce que Borloo a déjà commencé à faire.**

« La présence encore forte de l'Etat dans le capital de certaines entreprises, l'ouverture seulement graduelle des marchés dans les industries de réseau, la protection de certaines professions du secteur des services...réduisent le potentiel de croissance, d'innovation et d'emploi ». **L'Etat c'est le mal (sauf pour les USA semble-t'il)**

« La poursuite des privatisations et des « ouvertures de capital » est encourageante, mais l'Etat conserve encore trop souvent une position d'actionnaire majoritaire. ... En conséquence... la concurrence reste insuffisante... » **(On reconnaît là le marché unique où la concurrence est libre et non faussée de feu la Constitution européenne. Chirac, bien sûr, malgré le résultat du référendum continue dans cette logique en vendant une partie du capital de France-Télécom, en ouvrant la SNCF à la concurrence, en engageant la privatisation du Gaz**

## VIVE BOLKENSTEIN

« De nombreux compartiments du secteur des services font l'objet de réglementations spécifiques qui ont pour effet de protéger inutilement de la concurrence les prestataires existants... » **Sans commentaire**



# ACTUALITE SOCIALE

## ST MICRO

STMicroelectronics le fabricant italien de semi-conducteurs, a annoncé le 14 juin la suppression de 2000 emplois en France et en Italie.

Rappelons qu'en France le groupe est principalement implanté en Isère (Grenoble et Crolles) dans les Bouches-du-Rhône (Rousset) et dans l'Indre-et-Loire (Tours).

## SIDEL

Après le retoquage du premier plan social par la justice, le groupe SIDEL a présenté un nouveau plan social visant à supprimer 84 emplois sur 975 dans sa filiale basée au Havre.

(Le plan initial prévoyait 99 suppressions d'emplois).

## FRANCE TELECOM

La participation de l'Etat dans France Télécom n'est plus que de 34% après la nouvelle vente d'actions intervenue début juin.

## ARKEMA

Après plusieurs mois de conflit, le CE a approuvé un plan social qui prévoit 335 suppressions d'emplois à l'usine ARKEMA de St Auban spécialisée dans la fabrique de chlore et de PVC.

## SCHNEIDER ELECTRIC

La direction de Schneider Electric a annoncé le 14 juin la fermeture de trois sites en France à Angoulême, à Pacy sur Eure et à Grenoble, ce qui devrait se traduire par 280 départs en retraite et 480 reclassements d'ici 2007. Rappelons que Schneider Electric emploie 75000 salariés dans le monde dont 20 000 en France.

## EDF

Alors que le gouvernement vient d'annoncer l'introduction en bourse à l'automne d'une partie du capital d'EDF, une étude montre les premières conséquences de la mise en concurrence : ainsi 25% des clients industriels d'EDF ont choisi un autre fournisseur d'énergie, principalement Suez qui pourrait bientôt gérer des centrales nucléaires ...

## SODRATOUR

L'entreprise de transports Sotratour, qui employait 134 salariés dont une centaine de chauffeurs à Montlouis-sur-Loire (Indre-et-Loire), a été placée le 14 juin en liquidation judiciaire par le tribunal de commerce de Tours. Une première vague de licenciements, au mois de février, avait concerné 37 personnes. L'entreprise. "Le licenciement économique est immédiat et les camions ne peuvent plus assurer de transactions commerciales", ont indiqué les syndicats.

## VMC

Les salariés de VMC (Verreries Mécaniques Champenoises), rachetée en 2004 par le groupe américain Owens-Illinois ont manifesté le 4 juin à Reims contre la suppression de 228 emplois sur les 378 que compte l'usine de Reims (200 emplois doivent aussi être supprimés à l'usine de Dusseldorf en Allemagne)

## FT CABLE - NUMÉRICABLE

FT Câble- Numéricable a annoncé le 20 juin au CE la suppression de 316 emplois et l'externalisation de 213 autres à la suite de son rachat par le fonds d'investissement Cinven et du cablo-opérateur Altice.

# LES BRAS M'EN TOMBENT

## Bienfait ... dites-vous ?

Il faut sans doute que ce soit un économiste ETATS-UNIEN qui le dise pour que ce soit crédible par nos bien-pensants français : Peter Morici, de l'université du Maryland juge que "*l'euro n'a pas répondu au problème fondamental qui est de soutenir la croissance européenne*" et que "*en obligeant une économie aussi diverse géographiquement à s'enfermer dans une politique monétaire et fiscale unique, on a bridé la croissance*".

Dire cela ici relève tout de suite de l'accusation de "nationalisme", de "repli sur soi" et de "ringardisme". D'ailleurs le gouverneur de la Banque de France (à quoi il sert encore, celui-là ?) continue d'affirmer, au mépris des plus évidentes réalités en matière de commerce d'extérieur par exemple, que l'euro est un bienfait pour la France ! Vérité outre-atlantique...



# ACTUALITE SOCIALE

## **Un nouveau recul social : après le travail de nuit pour les femmes, le travail de nuit pour les apprentis mineurs**

Le projet de loi relatif au développement des services à la personne qui vient d'être adopté par le Parlement autorise le travail de nuit des apprentis âgés de moins de 18 ans dans le secteur de la pâtisserie et dans celui des courses hippiques.

Le même projet prévoit de faire travailler les apprentis mineurs le dimanche et les jours fériés « dans les secteurs pour lesquels les caractéristiques particulières de l'activité le justifient ». Plus d'une trentaine de professions seront concernées.

Les sénateurs ont adopté les mêmes dispositions autorisant le travail des apprentis de moins de 18 ans le dimanche et les jours fériés dans le projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises.

Ces dispositions ont été justement dénoncées par les organisations syndicales qui rappellent qu'il est tout à fait possible de former un apprenti mineur sans travail nocturne et le dimanche et de le confronter aux conditions particulières de sa profession dès sa majorité atteinte.

## **Sécurité sociale : le plan Borloo sans effet ?**

La Commission des Comptes de la sécurité sociale a présenté son rapport le 21 juin 2005.

Avec un « déficit » de 11,6 milliards d'euros, les comptes de la sécurité sociale seront quasiment aussi détériorés en 2005 qu'ils l'étaient en 2004.

Pour la branche famille, les raisons tiennent à l'absence de compensation financière des mesures prévues par le gouvernement comme le plan d'aide à la petite enfance (PAJE).

Pour la branche vieillesse, les chiffres annoncés confirment que la réforme des retraites n'a pas produit les effets annoncés par le ministre Fillon, alors qu'elle a abouti à appauvrir un peu plus les retraités et les salariés, contraints de travailler davantage.

La nette dégradation de la situation financière du Fonds de Solidarité Vieillesse (FSV) est alarmante. Cela est dû à un exercice de jonglerie comptable : pour tenter d'améliorer la situation financière de l'assurance maladie, le gouvernement a diminué la part de la C3S (Contribution sociale de Solidarité des Sociétés) affectée au FSV, ce qui entraînera un déficit cumulé de 3,6 milliards d'euros à la fin 2005.

Quant à la branche maladie, si elle enregistre une diminution de son « déficit » prévu en 2005, ses perspectives ne sont guère réjouissantes. En effet, ces prévisions ne prennent pas en compte les augmentations d'honoraires médicaux prévues au 1<sup>er</sup> juillet 2005.

Rappelons que ces déficits comptables n'existeraient pas si les entreprises ne bénéficiaient depuis des décennies de cadeaux de l'Etat, sous forme de réductions diverses de leurs contributions sociales.

**Nul doute, en revanche, que ces chiffres vont être mis à profit pour entraîner de nouveaux remboursements pour les malades. Quant aux retraites, on voit poindre des menaces sur les systèmes de retraite spéciaux des transports ou de la Poste.**



# LES COMMUNIQUES DE GEORGES SARRE

## Congrès annuel national du Syndicat National des Policiers en Tenue

Allocution du 15 juin 2005 (extraits)

Je suis particulièrement heureux et fier de vous accueillir pour ce congrès à la Mairie du XI<sup>e</sup> arrondissement de Paris..., parce que je considère que le syndicalisme est particulièrement nécessaire, et que la Police Nationale et particulièrement utile, notamment ses agents les plus proches du terrain, les policiers en tenue.

Je soutiens le syndicalisme, sans doute parce que ce fut là le cadre de mes premiers engagements et responsabilités. C'était à l'époque dans une autre administration, avant qu'elle ne subisse le virus de la course à la privatisation, hélas bien avancée aujourd'hui : la Poste. La qualité du service rendu au public et la juste prise en considération des attentes sociales et professionnelles, légitimes, des agents, ont motivé mon combat syndical, comme elles motivent aujourd'hui le vôtre. Le syndicalisme, c'est l'irremplaçable lutte collective pour les droits sociaux, pour la juste rémunération du travail, pour de bonnes conditions de travail, et, dans la fonction publique, pour un bon service rendu aux citoyens, un service conforme au pacte républicain qui nous unit. Le syndicalisme est un moyen nécessaire et efficace de lutter collectivement contre des logiques financières, parfois aussi les logiques politiques, qui dévalorisent le travail, et détruisent le Service Public.

Les responsabilités politiques que j'exerce aujourd'hui, tant comme élu local que comme responsable politique à l'échelle nationale, sont en cohérence avec vos objectifs de défense des travailleurs et du Service Public. Je suis heureux de vous accueillir, donc, en compagnons de combat. Et fier, aussi. Parce que j'ai une haute idée de la Police Nationale, garante de la sûreté, bien sûr, premier des droits de l'homme, et notamment des plus faibles, et garante, plus largement, de l'application de la loi républicaine, de l'harmonie et de la cohésion sociale....

Votre mission est noble, votre combat syndical est juste. Vous savez le mener en toute indépendance, ce qui est loin d'être évident ; mais c'est particulièrement nécessaire. Car vous défendez l'intérêt des policiers en tenue, l'intérêt de la fonction publique, et l'intérêt général. Ces intérêts ne se réduisent pas, et ne se confondent pas, à ou avec des intérêts de clan, voire des intérêts partisans.

Et si, dès lors, respectueux de la charte d'Amiens, et de l'indépendance syndicale, je peux me permettre de vous donner un seul conseil, ce serait celui là : continuez à prendre un seul parti : celui des policiers, celui des fonctionnaires, celui de l'intérêt général ! ...

## SNCF : non à la privatisation rampante

C'est avec gravité que je condamne la circulation du premier train privé sur le réseau français, première étape de la "bolkensteinisation" du service public ferroviaire. La circulation de ce train est la première manifestation concrète du processus de libéralisation du rail. Aujourd'hui, c'est le fret ferroviaire international qui est soumis à la concurrence. Bientôt, le "deuxième paquet ferroviaire" de la Commission européenne entrera en vigueur pour introduire la concurrence dans le fret ferroviaire national.

Le gouvernement français doit dès à présent traduire en acte le rejet qu'ont exprimé les Français le 29 mai dernier à l'égard de ces politiques où la concurrence sauvage est la règle. Je demande qu'il mette un terme à la négociation du "troisième paquet ferroviaire" et du règlement dit "exigences de services publics", qui prévoient la mise en concurrence respectivement du transport ferroviaire de passagers à l'international et des transports publics urbains et régionaux.

Cette libéralisation, dont les Français ne découvrent la réalité qu'aujourd'hui, est le résultat de la directive européenne 2001/12/CE, entérinée en février 2001 par le gouvernement de MM. Jospin et Gayssot. Elle illustre la

perversité et l'irresponsabilité politiques que génère le système de prise de décision par consensus qui associe Commission européenne et gouvernements nationaux.

Cette libéralisation révèle une fois encore le caractère doctrinaire des politiques économiques mises en œuvre à l'échelle de l'Union européenne. Le modèle de concurrence communautaire, fondé sur la séparation entre le réseau d'une part et son exploitation d'autre part, est unique au monde. Même les Américains et les Japonais ont compris que la désintégration verticale du service ferroviaire nuisait radicalement à sa rentabilité, quelle impliquait pour les pouvoirs publics des surcoûts intenable et une incapacité à contrôler véritablement les opérateurs du service public.

Que la Commission européenne, pour qui la concurrence vaut politique, prenne acte des progrès indiscutables que les chemins de fer français ont accomplis hors concurrence grâce aux partenariats que l'Etat, les collectivités territoriales et la SNCF ont construits! Qu'elle comprenne enfin qu'un volontarisme politique combinant financement conséquent et contrôle intransigeant constitue le meilleur moyen de dynamiser les services publics!



# COUP DE GUEULE

## LE MODELE DANOIS : NON C'EST NON !

Par Michel Labâtie

Après le défilé du bal des mêmes le soir de la victoire de notre peuple sur sa pseudo élite, on a assisté au bal des mêmes à l'intérieur du gouvernement.

Nous le savions : personne ne s'attendait au grand soir, nous avons juste voulu donner une grande claque aux libéraux depuis 1983, nous l'avons fait... et de quelle manière ! La première fessée étant psychologiquement la plus dure à infliger et la moins comprise, rien d'étonnant à cela donc.

Mais tout de même quelque chose m'a abasourdi : je m'attendais à ce que les médias et les hommes politiques en place changent de ton et cessent de nous prendre pour des bourricots. Ils venaient d'avoir la preuve que l'on avait déjoué leur ruse de faire passer sous une belle rhétorique leur but : accomplir le rêve des libéraux de mise à mort du Welfare State, de l'Etat providence hérité de l'après guerre. J'ai réussi (ce qui est un exploit) à les surestimer. Il n'en est donc rien.

Leur argumentation tient en quelques lignes (comme toujours du reste) :

- 1°) Nous avons compris (traduction : « on s'en fout mais on ne peut pas le dire »).
- 2°) Une demande sociale existe dans ce pays notamment en terme d'emplois (fi de la rémunération du travail, du système de santé, de la politique industrielle, des services publics, etc.).
- 3°) Nous allons voir ce qui marche chez les autres, faisons une sorte de tourisme social (fi du système français décrété par diktat médiatique « obsolète », les touristes vous le dirons : c'est toujours plus beau ailleurs... mais de là à y vivre... mais bon je sens que je m'é gare).
- 4°) Deux modèles s'offrent à nous : le modèle britannique (30% de croissance et le plein emploi) et le modèle du Danemark (pays nordique = l'avant garde du syndicalisme et des droits sociaux).

5° et dernier acte ) On fait semblant d'hésiter (ils ne nous prennent pas *totement* pour des buses : les trains qui déraillent, le système de soin anglais, le trésor public privatisé... on connaît) et abracadabra ! Hop ! On choisit le modèle danois.

Mais à quoi ressemble ce modèle ? C'est simple : c'est la même logique que le modèle anglais (en un tout petit peu moins dur, il est vrai : les indemnités chômagees étant plus longues et plus élevées)!

Il s'agit d'accentuer la flexibilité du travail qui profite aux patrons et aux boursicoteurs (on disait capitalistes dans le temps) et on fait payer la note de la cohésion sociale aux salariés qui par leurs cotisations et impôts financent une superbe indemnité-chômage. Le coeur de la cohésion sociale devient donc le chômage en lieu et place du travail (ce qui est protégé ce sont les périodes chômées, et non plus les contrats de travail. C'est pour cela d'ailleurs qu'il n'y a quasiment pas de normes de contrats de travail au Danemark, alors qu'en France la pierre angulaire de la cohésion sociale est constituée par le code du travail).

Pour être sûr que l'assurance chômage n'est pas un effet anti-dumping (Why work ? comme disait Miss Maguy) on jette d'avance l'anathème sur les chômeurs : c'est connu, ils ont tendance à devenir fainéants, donc il faut les obliger à se remettre au travail. On les obligera donc à accepter au bout d'un laps de temps très court un emploi (très forte dégressivité ou suppression des indemnités après quelques refus).

Pour ceux d'entre vous qui pensent que je délire et que je dois avoir eu quelques problèmes avec un Danois ou une Danoise pour dénigrer un tel Eden des droits sociaux, une simple devinette : quel est le montant du salaire minimum au Danemark ?\*

\* réponse : il n'y en a pas !

## Vous aussi agissez pour la République Sociale ! Adhérez à Résistance Sociale !!!

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de RESO, association loi 1901

**Siège social :**  
57 bd de Ménilmontant 75011 PARIS  
**Pour nous écrire :**  
5 place Georges Brassens  
78260 ACHERES

Tel : 01 48 06 34 97

Présidente de RESO et directrice de la publication : **Marinette BACHE**

Commission paritaire en cours

NOM ..... PRENOM : .....

ADRESSE : .....

TEL : ..... Portable : .....

E-mail : .....

j' adhère à Résistance Sociale et je verse 10 euros

Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

**À retourner à :** RESO 5 place Georges Brassens 78260 ACHERES (chèque à l'ordre de Résistance Sociale)